

STOP AU PLAN « CEINTURE ET CRAVACHE » !

La dernière « lumineuse idée » de la direction — **imposer 1 milliard d'euros de restrictions à toutes les unités** — consiste une fois de plus à **serrer la ceinture aux agents** pour mieux rassurer l'État et les financiers.

Outre la **dégradation de nos conditions de travail**, ce plan nourrit à l'extérieur un discours simpliste : celui qui voudrait faire croire que les agents seraient « privilégiés grâce aux factures des usagers ». Aucune concertation : tout est laissé **au seul arbitrage des directions, sans échange avec les représentants du personnel**. Résultat : des coupes hasardeuses, parfois dangereuses, décidées dans la précipitation.

Le PDG parle de « bon sens », mais certaines directions, en quête de reconnaissance, appliquent ces consignes avec un **zèle inquiétant** : restrictions sur les déplacements, propositions de baisses d'effectifs... à qui décrocherait le « **trophée du meilleur élève** » ?

Cette décision expéditive **désorganise déjà les collectifs de travail** : on demande aux agents de **faire autant – voire plus – avec moins**.

Il est urgent d'**établir un cadrage clair**, discuté et partagé dans chaque unité via les IRP. D'autant que ceux qui décident aujourd'hui ne seront, bien souvent, pas ceux qui assumeront demain les dégâts créés.

Les **fonctions supports et les prestations intellectuelles** sont prises pour cible comme simples variables d'ajustement. Cela ne résorbera en rien la dette d'EDF ; en revanche, les agents, eux, verront leur **CHARGE DE TRAVAIL EXPLOSER**.

Dans le même temps, les règlements intérieurs se durcissent, renforçant les **pouvoirs disciplinaires**, tandis que sur les salaires, c'est un nouveau **COUP DE RABOT SUR LES NAO**, alors que les bénéfices 2025 devraient encore atteindre plusieurs milliards d'euros.

Cette stratégie, largement médiatisée, **abîme l'image d'EDF** : perte d'attractivité, service dégradé pour les usagers, renforcement des logiques de concurrence européenne... et toujours aucune réponse pour les Français sur le montant de leur facture.

La CGT d'EDF s'interroge plus que jamais sur le **mandat donné par l'État au PDG Fontana** et appelle à mettre un coup d'arrêt immédiat à ces méthodes de management. **La cohésion et l'engagement ne se construisent ni en leur serrant la ceinture, ni sous la menace de la cravache.**

Le meilleur moyen de donner du sens aux agents et usagers (en défendant le service public et EDF), est de **mener bataille pour la suppression de la TVA à 20 % sur l'énergie**, bien de première nécessité, alors que le Tarif Réglementé de Vente n'est assuré que jusqu'à fin 2026.

Voilà un véritable dossier d'intérêt général, sur lequel les directions et les fonctions supports peuvent utilement contribuer pour améliorer l'image d'EDF.

Concernant la réponse récente du PDG à l'interpellation intersyndicale de fin novembre, elle ne fait que confirmer nos analyses.

En cohérence avec le positionnement intersyndical à l'issue de la dernière séance de négociations Mesures Salariales, et dans le respect des engagements actés sur la lettre ouverte à l'attention de M FONTANA, **la CGT prend ses responsabilités pour construire un rapport de force capable d'obtenir de réelles avancées pour les agents et maintien sa proposition de front commun auprès des autres organisations syndicales.**

La CGT exige l'arrêt de la régression sociale et appelle l'ensemble du personnel à la grève le mardi 16 décembre pour obtenir des mesures salariales dignes !